

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE

Réunion de la 3ème Commission Permanente

Rome (Italie), 12-14 mars 2009

Une possible alliance entre Islam et Occident

Contribution du prof. Michele Capasso

Président de la Fondazione Mediterraneo

La crise économique mondiale, l'élection de Barak Obama à la Présidence des Etats-Unis, la rencontre récente de Benoit XVI avec les représentants de l'Islam et les conclusions de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée – réunie à Monte-Carlo du 13 au 15 novembre 2008 – alimentent de nouvelles idées pour endiguer une globalisation anarchique et, souvent, suicide.

Un des chemins parcourables est, sans doutes, une alliance entre Islam et Occident afin de créer une coalition de valeurs et d'intérêts partagés. Cette hypothèse trouve son fondement dans la considération que les peuples du Nord européen et du Sud arabe sont unis dans le même destin. L'un des points fondamentaux est la relation entre Islam et Occident.

Les sociétés musulmanes du Proche Orient et de l'Extrême Orient répondent à la dynamique occidentale, qui prend le nom de *mondialisation*, par une réaction foncièrement hostile et souvent violente.

La réflexion occidentale pose à cet égard une question erronée, exprimée dans le titre d'un bref et important essai de Bernard Lewis : *What Went Wrong ? Western Impact and Middle Eastern Response*. Ce qui a été « raté », on ne doit pas le chercher dans l'histoire, mais dans les termes du problème *Islam et modernité*, dont il convient pourtant de réexaminer le sens.

Islam est un *dénominateur commun* par lequel on entend représenter tout le monde musulman malgré sa diversité : un concept générique, dans lequel l'imaginaire historique occidental – qui s'est développé au fil des siècles – fait converger plusieurs inconscients sous-entendus. Ce terme indique une *société*

dans laquelle l'Etat est l' autorité et la vie civile est réglé par les normes religieuses dictées par le Coran. Mais la modernité aussi est un dénominateur commun, indiquant une société fondée sur le droit humain et non pas sur le droit divin, sur l'égalité juridique et sur l'égalité d'accès aux positions de représentation politique. Tout comme *Islam* est la représentation statique d'une réalité différenciée et dynamique, de même *modernité* est l'abstraction statique de réalités diversifiées et en devenir. Voilà pourquoi la *modernité* ne s'identifie pas avec l'Occident et avec l'Europe d'aujourd'hui. C'est un projet de société qui est né en Europe à l'époque des Lumières et s'est développé pendant la période du Positivisme, et ses principes basilaires sont indispensables pour la complexité de la vie moderne, qui a porté partout au changements des structures qui étaient appropriées aux manières de vivre du passé.

Toutefois, si le monde de l'islam doit faire face aux problèmes découlant de l'absence de modernité – entendue comme affirmation du droit individuel et de la démocratie – l'Occident souffre d'un excès de modernité. Vitesse, rationalité, délocalisation de la production, absence de solidarité, anomie des contextes collectifs, manque d'un « sens de vie » chez les jeunes : voilà les nouveaux problèmes d'une société qui se définit post-moderne.

Le problème de *Islam* et *modernité* n'est donc pas l'opposition de deux antagonistes mais un problème à trois termes : l'*Islam*, l'*Occident* et la *modernité* : deux réalités historiques et une aire critique commune ; une situation problématique où chacun voit l'expression de son propre défaut dans l'œil de l'autre ; un univers partagé où les logiques du grand capital mondial rendent l'occident européen et la Méditerranée de plus en plus périphériques par rapport aux lieux de gouvernement. Sur la scène globale, New York et Pékin ne sont pas Le Caire et Casablanca, mais en fait elles ont remplacé Londres et Paris comme destination commune.

Si cette question est posée en deux termes, elle mène à une politique d'opposition, mais si les termes sont trois, elle ne met pas *Islam* et *Occident* en contraste mais demande une politique de solidarité pour avancer ensemble dans une évolution parallèle et d'un commun accord vers un but partagé,

même si le point de départ est différent, comme sont différents les distances du but et les objectifs. Une collaboration nécessaire non seulement dans l'intérêt de l'Islam mais aussi dans celui de l'Occident car, dans ce processus, l'Occident n'avance pas en ligne droite mais a ses arrêts et ses reculs.

La Méditerranée, l'Europe et le pays de culture arabe - musulmane ont un intérêt vital à suivre un chemin autre que celui produit jusqu'à aujourd'hui : le chemin de la collaboration et de l'entente est le seul chemin nécessaire pour l'une et pour l'autre.

Une politique de collaboration et solidarité est urgente. Il ne faut pas oublier que la civilisation européenne a une grande dette à l'égard de l'Islam, car l'Europe occidentale doit, en large partie, son réveil à la civilisation islamique. Le moment est arrivé de payer cette dette. Mais malheureusement nous n'avons pas emprunté ce chemin. Bien souvent la *modernité* n'est pas offerte à l'Islam dans des formes promouvant son égalité, mais plutôt à travers des structures visant à exprimer sa soumission. Cela donne lieu à son érosion même en Europe.

Les destins de l'Islam et de l'Occident sont plus liés qu'on ne le croit.

L'espérance est que l'Occident sache cueillir cette dernière occasion : en tel contexte le rôle de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée est fondamental pour alimenter un nouveau cours de la politique fondé sur la création d'une coalition de valeurs et d'intérêts partagés indispensable pour un futur de paix et développement.